

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan

N° 78 du 14.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Tiré à part :

Brigitte Queck : La Russie va-t-elle entrer dans l'OTAN ?

L'OTAN ne compte pas réduire son arsenal nucléaire.

Guerres de l'Otan

Au jour le jour

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

b) Les USA

c) L'Otan dans le monde

d) Le reste du monde

e) Institutions internationales

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Alexander Dorin, Zoran Jovanović : Srebrenica, ce qui s'est réellement passé.

3 Brèves

3-1 Sergueï Lavrov : Désarmement: aucune entente secrète entre la Russie et les Etats-Unis.

3-2 Medvedev et Obama auront une entrevue au Japon.

4 Dossiers

4-1 Nils Andersson : Le « Nouveau concept stratégique de l'OTAN »

4-2 Tobias Pflüger : L'Afghanistan : question cruciale pour l'Otan.

4-3 Manlio Dinucci : Pisa No Hub.

4-4 Manlio Dinucci : Les armes atomiques états-uniennes en Europe, bientôt toutes en Italie.

Tiré à part :

Brigitte Queck : La Russie va-t-elle entrer dans l'OTAN ?

Volker Rühle, ex-ministre de la Défense et actuel expert de la CDU pour les questions de sécurité, a déclaré dans une tribune parue dans la „Rheinische Post“ de Düsseldorf le 16 octobre 2010 : « Dans des régions d'importance vitale pour nous, l'Europe, l'Amérique et la Russie ont des intérêts communs »

Et de citer des défis communs : le soi-disant « combat contre le terrorisme », la question de la non-prolifération nucléaire et de l'instabilité au Moyen-Orient.

En outre, « la Russie aurait de nombreuses possibilités de soutenir l'engagement de l'OTAN en Afghanistan » Frithjof Schmidt, le chef de la fraction parlementaire des Verts a déclaré le 22 octobre 2010 qu'il était important, « de cesser de considérer la Russie comme un ennemi ».

Il faudrait créer « un véritable système de sécurité collective allant de Vancouver à Vladivostok » Cette unanimité entre des politiciens allemands de premier plan est-elle un hasard ?

Il faut voir que la dernière Conférence de Bilderberg où de grosses pointures de l'économie, des politiciens, des grands pontes des médias et des journalistes influents et sponsorisés par le patronat se rencontrent chaque année pour débattre de la stratégie et de la tactique à mettre en œuvre en direction des États qui ne font pas partie de notre « communauté de valeurs » a eu lieu récemment ! I

Il est sûr que quelques politiciens occidentaux, principalement usaméricains, aimeraient bien faire entrer la Russie dans l'OTAN. On ne peut s'empêcher à cette occasion de se rappeler comment l'Occident fit froidement main basse sur la RDA et les autres États socialistes à la belle époque de la perestroïka.

Simplement, aujourd'hui, il n'y a plus de Russie socialiste, mais une tentative de l'Occident de dépouiller totalement la Russie de sa souveraineté et de la faire entrer dans le système de valeurs occidental.

Le discours-programme prononcé par Hillary Clinton le 8 septembre 2010 devant le Council on Foreign Relations a révélé l'intérêt majeur qu'y trouvent les USA.

Elle y confirme que les USA s'en tiennent à leur principe d'hégémonie mondiale. Et déclare notamment :

« La complexité et l'interdépendance qui caractérisent le monde actuel ont ouvert une nouvelle ère pour l'Amérique, une ère où notre rôle de leader mondial revêt une grande importance, même si nous devons souvent emprunter des chemins inédits. »

Et le Dr Josef Brame de la DGAP (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, Société allemande de politique étrangère) cite dans sa contribution « L'Occident et le monde. Perspectives politiques américaines pour l'OTAN sous la présidence d'Obama à la Zeitschrift für Außen-und Sicherheitspolitik (Revue de politique étrangère et de sécurité) n° 3/2009 les paroles du Président US :

« Une OTAN mondiale est un instrument qui permettra aux USA de promouvoir leurs intérêts à l'échelon mondial. Outre leurs alliés transatlantiques, les démocraties asiatiques doivent aussi être tenues de contribuer militairement et financièrement à un ordre mondial libéral. »

Valentin Drouchinine, Russie/Ukraine

L'entrée de la Russie dans l'Otan permettrait aux USA :

1/ de faire un grand pas en direction de leur rôle d'unique puissance dominante mondiale, car en acceptant de devenir membre de l'OTAN, la Russie accepterait tous les autres engagements qu'implique l'Alliance.

2/Les USA et leurs alliés de l'OTAN se verraient ouvrir un contrôle illimité sur les ressources du sous-sol russe et leur exploitation.

3/ La Russie perdrait toute possibilité de défendre à l'ONU un monde multipolaire.

4/L'implication désormais totale de la Russie dans l'invasion de l'Afghanistan l'affaiblirait très fortement aux plans politique, économique et militaire et entraînerait sa transformation progressive en une simple province de l'Occident.

5/ Cela repousserait à plus tard, voire rendrait impossibles, l'élaboration des nécessaires solutions au problème du Moyen-Orient ou la fin de la guerre de l'OTAN en Afghanistan.

6/ En perdant le soutien de la Russie la recherche d'un ordre mondial plus juste serait renvoyée à beaucoup plus tard. Autrement dit : l'entrée de la Russie dans l'OTAN ne servirait ni les intérêts de la Russie, ni ceux de la communauté mondiale.

Brigitte Queck

Date de parution de l'article original: 25/10/2010

URL de cet article: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2184>

L'OTAN ne compte pas réduire son arsenal nucléaire.

L'OTAN n'a pas l'intention de réduire son arsenal nucléaire, a déclaré le général français Stéphane Abrial, Commandant suprême allié Transformation de l'Alliance atlantique, lors du 2ème Forum sur la sécurité internationale, qui se tenait ce week-end à Halifax, capitale de la province canadienne de Nouvelle-Ecosse.

"Tant que le monde est nucléaire, l'Alliance doit garder des armes nucléaires", a déclaré le général.

Le problème de l'arsenal nucléaire tactique de l'OTAN en Europe sera vraisemblablement évoqué lors du sommet des 28 pays membres de l'Alliance qui se déroulera les 19-20 novembre à Lisbonne.

Auparavant, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la Norvège ont initié une discussion interne sur la politique nucléaire de l'OTAN.

Selon les experts, près de 240 ogives nucléaires américaines se trouvent en Allemagne, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie.

La nouvelle doctrine nucléaire nationale, rendue publique par les Etats-Unis, fait mention d'un éventuel retrait des armes nucléaires tactiques américaines du continent européen.

08/11/2010

<http://fr.rian.ru/world/20101108/187806521.html>

Guerres de l'Otan

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

Fogh Rasmussen

Otan: Rasmussen admet des opérations hors des frontières de l'Alliance.

Intervenant mercredi à la radio Echo de Moscou, le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen n'a pas exclu des opérations de l'Alliance en dehors des frontières de ses membres.

"Quant aux opérations en dehors des frontières des pays membres de l'Otan, cela dépendra pour beaucoup de la situation. La tâche essentielle est de défendre les territoires des membres de l'Alliance, mais, dans le monde d'aujourd'hui, une défense efficace de nos territoires peut commencer en dehors de nos frontières", a-t-il déclaré.

3 novembre

L'Otan réduit ses troupes au Kosovo.

L'Otan, très engagée en Afghanistan, a annoncé aujourd'hui qu'elle allait diminuer quasiment de moitié ses troupes au Kosovo, jugeant que la situation y était assez calme en dépit d'une crise gouvernementale et de la perspective d'élections anticipées.

"L'Otan a décidé aujourd'hui d'adapter la présence de (sa force), la Kfor, au Kosovo" dont les effectifs, "au cours des prochains mois", "vont être progressivement réduits pour passer à environ 5.000 soldats au total", a indiqué M. Rasmussen dans une "déclaration".

Alors que la Kfor déployait encore près de 14.000 militaires, l'Otan avait décidé en juin 2009 d'en ramener en trois étapes les effectifs à 2.200. La première a été franchie en janvier dernier avec une réduction de 5.000 hommes.

Les principaux contingents par ordre décroissant sont allemand, italien, américain et français.

Afin notamment de pouvoir envoyer des renforts en Afghanistan, certains des 32 pays, dont 25 de l'Otan, qui contribuent à la Kfor, comme la Slovaquie et la Tchéquie par exemple, souhaitent accélérer le retrait total ou partiel du Kosovo.

29/10

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/10/29/97001-20101029FILWWW00465-l-otan-reduit-ses-troupes-au-kosovo.php>

Dans les coulisses

ABM: l'OTAN propose à Moscou de créer un système commun.

L'OTAN a proposé à la Russie de réaliser un système de défense antimissile commun (ABM), a déclaré mercredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse avec le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen.

"Nous avons reçu les propositions supplémentaires du secrétaire général sur la participation de la Russie à la création d'un système ABM. Le président russe Dmitri Medvedev a confirmé que Moscou serait prêt à participer à la création d'un tel système mixte qui viserait la lutte contre les défis communs", a indiqué M. Lavrov.

Selon lui, la partie russe s'est familiarisée avec le contenu de la nouvelle conception stratégique de l'Alliance qui sera adoptée lors du sommet de Lisbonne les 19 et 20 novembre.

03/11/

<http://fr.rian.ru/world/20101103/187783812.html>

Sur le terrain

L'armée afghane incapable de prendre le relais de l'OTAN ?

« *Pas question pour l'OTAN de quitter l'Afghanistan après la passation des opérations militaires aux Afghans* », c'est ce qu'affirme James Appathurai, le porte parole de l'OTAN aujourd'hui : « *transfert ne veut pas dire départ* ».

En substance, J.A. précise qu'il n'y aura pas de vide dès le transfert effectué au profit de l'armée afghane, dès 2011, en prédisant que l'OTAN restera aussi longtemps que nécessaire en Afghanistan, du moins jusqu'en 2014, fin présumée du transfert.

Cette déclaration, faite à Bruxelles, laisse présager de sombres perspectives si d'aventure, les forces afghanes se révélaient être incompetentes. Il y a fort à parier que des soldats mal payés soient tentés par d'autres aventures plus lucratives et plus en accord avec les réalités de demain ; un ralliement à la cause talibane par exemple, à moins que des accords n'aient lieu entre les talibans et le pouvoir en place. Quoi qu'il en soit, la mission de

l'OTAN reste largement inachevée et le moment du transfert correspond au pire moment de ce que l'OTAN aura vécu depuis le début de son intervention, harcelée et victime des pertes humaines les plus lourdes depuis le début du conflit.

Les pays membres de l'ISAF se réuniront le 20 novembre prochain pour examiner une situation dont chacun voudrait bien se retirer sans y laisser davantage de soldats encore. En parlant de partenariat durable avec l'OTAN, dicit le porte-parole, n'y-a-t-il pas une volonté de rester stationné en Afghanistan au-delà du temps strictement nécessaire ? L'explication d'Obama concernant le renforcement du dispositif de l'ISAF de 30.000 soldats supplémentaires laisse perplexe alors qu'il explique en même temps que le retrait commencerait à s'opérer en juillet prochain. On voit mal aujourd'hui comment les forces afghanes pourraient prendre le relais de l'alliance la plus militarisée et réputée la plus performante de la planète alors qu'elle ne parvient pas à sécuriser le pays et, pire, subit de plus en plus d'attaques et d'actes terroristes compromettant la mission qu'elle s'était assignée.

Jean-Marc Trappler

<http://www.armees.com/L-armee-afghane-incapable-de,34081.html>

12 novembre 2010

1 Les parties prenantes

Le reste du monde

Belgique

Faibles espoirs d'un débat en Belgique sur l'avenir de l'OTAN.

Le texte suivant véhicule à nouveau l'idée commune que l'Otan était une alliance défensive légitime jusqu'en 1990.

Les auteurs seraient bien inspirés de lire le livre de Daniele Ganser, 'Les Armées secrètes de l'Otan' (<http://www.editionsdemilune.com/lesarmessecrètesdelotan-p-16.html>) L'Otan était dès sa création une alliance agressive et sa création même en 49 entrainait en contradiction directe avec la Charte des Nations Unies.

Si on peut laisser de "détail" de côté, au nom de la lutte commune contre l'Otan, d'autres passages du texte font quand même se poser quelques questions sur les orientations des auteurs. L'agression contre la Yougoslavie est qualifiée dans la pure tradition journalistique "intervention de l'OTAN au Kosovo", "les Etats membres ont ressenti le besoin d'adopter un nouveau concept stratégique" imaginent-ils ; L'ambition de l'Otan de se doter de capacités civiles n'est critiquée qu'au nom du double emploi que cela ferait avec cette excellente organisation neutre et humanitaire qu'est l'Union Européenne. Le problème majeur avec le dit Bouclier Antimissile c'est qu'il ne sera pas totalement imperméable ni empêcher le dégagement de radiations par les missiles interceptés... et si on arrive à démontrer que si, c'est bien le cas, il n'y a pas de problème alors?

Le fait que le gouvernement en affaires courantes s'apprête tranquillement à engager lourdement la Belgique à long terme n'est même pas dénoncé, on demande, ou on espère simplement "un débat", débat qui amènerait peut-être le démocrate-chrétien Pieter De Crem ('notre' min. de la défense) à adopter des positions plus chrétiennes?

Pax Christi et la CNAPD sont des organisations de paix majeures en Belgique francophone. La Commission Justice et Paix est liée à la Conférence Épiscopale de Belgique.

Roland Marounek

Faibles espoirs d'un débat en Belgique sur l'avenir de l'OTAN

On peut légitimement se demander quelle position défendra le gouvernement belge pendant le prochain Sommet de l'OTAN. Pourtant, cette réunion n'est pas anodine. Il s'agit d'adopter un nouveau concept stratégique, un tournant dans l'histoire de l'Alliance atlantique. Malgré cela, ce n'est qu'à la veille de l'ouverture du Sommet que le Parlement a obtenu de pouvoir en discuter avec le Gouvernement.

Depuis la fin de la Guerre froide, l'OTAN se cherche un nouveau rôle. D'alliance défensive qu'elle était, elle est devenue progressivement un outil bien plus interventionniste. Faisant fi de son traité fondateur, elle n'hésite plus à intervenir en dehors de son territoire. Depuis le terrorisme jusqu'aux changements climatiques, en passant par la pression démographique, la sécurité des approvisionnements ou les tensions ethniques, la liste des menaces qui légitiment à ses yeux ses interventions s'étend à l'infini.

Ces menaces et ces stratégies sont définies dans des concepts stratégiques. Le dernier d'entre eux, adopté en 1999, commençait à dater. L'intervention de l'OTAN au Kosovo (*SIC*), les attentats du 11 septembre, l'élargissement du nombre de membres, la guerre d'Afghanistan et la profonde modification des rapports géopolitiques ont changé les données du problème. Les Etats membres ont ressenti le besoin d'adopter un nouveau concept stratégique. C'est l'objectif du Sommet de Lisbonne qui se tiendra ces 19, 20 et 21 novembre. Il semblerait que l'OTAN ambitionne de se doter d'« *une organisation plus légère, réactive sur le plan décisionnel, plus efficace et efficiente* ». Cette réforme passerait notamment, selon M. Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN, par l'institutionnalisation d'un financement commun. Cette disposition pourrait amener les Etats à voir le contrôle d'une partie de leurs budgets militaires leur échapper. L'OTAN devrait également renforcer sa capacité à intervenir en dehors de son territoire. D'exceptionnelle à partir de 1999, cette capacité deviendrait la règle. L'Otan pourrait ainsi s'arroger le droit d'intervenir aux quatre coins du globe et s'attribuer le rôle de gendarme au service de ceux qui la commandite. Constatant très justement que les solutions militaires ne sont pas la panacée pour assurer leur sécurité, les Etats membres envisagent également de doter l'OTAN de capacités civiles, notamment de reconstruction. D'autres organisations, l'Union européenne par exemple, disposent pourtant d'une expertise reconnue dans ce domaine. Quel sens trouve-t-on dès lors à doubler les capacités à l'heure où les finances de nos pays sont au plus bas ? Acteur déterminant dans la course aux armements à laquelle on assiste aujourd'hui, l'Alliance envisage de lancer la construction d'un bouclier antimissile, un dispositif qui ne pourra jamais être totalement imperméable ni empêcher le dégagement de radiations par les missiles interceptés. Cette nouvelle chimère coûterait entre 200 et 800 millions d'euros d'après M. Rasmussen. Pourtant, les seuls budgets de recherche ont déjà dépassé les centaines de milliards de dollars. En dépit du bon sens, certains Etats, comme la Belgique, soutiennent ce projet, persuadés qu'ils sont qu'un tel bouclier les dispenserait d'armes nucléaires sur leur sol. Toutes ces questions méritent un débat en Belgique. Elles vont engager notre pays sur des questions aussi fondamentales que la guerre, la paix, l'ordre mondial pour les années à venir. La note préparatoire du sommet est déjà prête mais le gouvernement refuse d'en discuter la teneur avec les parlementaires. Que notre Gouvernement soit en affaires courantes n'excuse rien ; elles devraient au contraire l'engager à établir avec les représentants du peuple légitimement élus une position cohérente et qui satisfasse chacun. Maintenant, l'espoir de voir un véritable débat démocratique et transparent sur ces enjeux cruciaux étant déçu, il ne nous reste plus qu'à espérer que notre gouvernement défendra à Lisbonne une position équilibrée qui n'engage pas la Belgique de façon inconsidérée et qui prenne en compte la tradition pacifiste de sa population. Maigre espérance !

Nicolas Bossut, Secrétaire général de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Samuel Legros, Chargé de plaidoyer de la CNAFD
Santiago Fischer, Chargé de mission de la Commission Justice et Paix
9 novembre 2010

Canada

Afghanistan: présence militaire canadienne jusqu'en 2014.

Stephen Harper vient d'en faire la déclaration à Seoul ; les militaires canadiens prêteront main forte aux armées afghanes, assurant une mission de formation et d'accompagnement. Cette déclaration vient en contradiction d'une précédente et récente déclaration appelant à un retrait et retour des forces canadiennes d'Afghanistan, hormis quelques militaires en charge de la sécurité de l'ambassade canadienne à Kaboul.

Toutes les forces de la coalition sont d'accord sur un point : les Afghans ne sont pas en capacité de prendre le relais, faute de formation suffisante et d'encadrement compétent ; c'est ce que revendique Harper pour justifier son changement d'avis et de préciser que l'engagement futur des militaires canadiens se limiterait strictement à l'instruction excluant ainsi toute mission de combat. Affirmer se cantonner à l'instruction sans prendre part aux missions de combat paraît cependant hasardeux ; comment passer d'un monitorat d'instruction à une mission de combat en manquant d'encadrement opérationnel compétent ? C'est un problème que toutes les forces alliées vont devoir résoudre car se limiter strictement à l'instruction présente un risque de débandade certain dès les premiers accrochages.

Après bientôt dix années de guerre et d'assistance militaire, on en vient à estimer qu'il faudra encore rester, au moins jusqu'en 2014, pour que la formation des militaires afghans porte ses fruits. Sommes nous donc naïfs à ce point de croire que les Afghans sont capables de réaliser en si peu de temps – assurer la sécurité de 100% de leur territoire – alors que nous n'avons pu le faire en dix ans. L'OTAN risque de rester un peu plus longtemps que prévu dans la place et les Français itou.

Jean-Marc Trappler

11 novembre 2010

<http://www.armees.com/Afghanistan-OTAN-presence,34086.html>

11 novembre 2010

France

L'armée française aux ordres ? Après l'OTAN, la GB et les USA.

Veillez trouver ci-joint, la question écrite de André Gerin au ministre de la défense concernant la création d'une "force expéditionnaire conjointe". Il demande un débat parlementaire sur ce sujet.

QUESTION ECRITE

Monsieur André GERIN attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les traités de partenariat qui viennent d'être conclus avec la Grande-Bretagne.

Il s'agit de la création d'une « force expéditionnaire conjointe » de plusieurs milliers d'hommes, mobilisable pour des opérations extérieures bilatérales ou sous drapeaux de l'OTAN, de l'ONU ou de l'Union européenne.

S'il est rappelé que chacune des nations contractantes demeure libre de ses choix, nous sommes en droit de nous demander de quels types d'opérations extérieures il peut s'agir.

Nul n'ignore les approches géostratégiques différentes de la Grande-Bretagne et de notre pays.

Nos voisins d'Outre-Manche se sont ainsi engagés sans réserve aux côtés des Etats-Unis pour conduire la guerre en Irak, sous des prétextes initiaux – la présence d'armes de destructions massives – aujourd'hui démentis. La France non seulement ne s'est pas rangée aux côtés de cette coalition mais a combattu à l'ONU cette décision de guerre.

Certes notre pays a rejoint le commandement intégré de l'OTAN en rupture avec tout ce qui avait fondé sa stratégie originale et sa vision du monde.

Ces accords de défense avec la Grande-Bretagne font craindre des allégeances encore plus grandes à l'égard de l'OTAN et des Etats-Unis, l'engagement de notre pays dans des aventures militaires que nous avons jusqu'à présent combattues. Le maintien de notre présence en Afghanistan est un exemple de cette dérive.

En plus de la force conjointe, Paris et Londres partageront, à partir de 2020, leurs deux porte-avions afin de permettre à l'un des pays d'opérer à partir du navire de son voisin, ce qui revient à dire que nous serions susceptibles d'intervenir, par la mise à disposition du Charles de Gaulle, dans des opérations où nos forces ne seraient pas engagées et que nous pourrions ne pas approuver.

Plus grave encore est le second traité concernant la coopération technologique sur le nucléaire militaire. La France va ainsi permettre aux Britanniques de vérifier l'état des matières destinées à leurs ogives en leur offrant l'accès aux technologies du site de Valduc en Bourgogne, rattaché à la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). De la matière fissile sera ainsi transportée au Royaume-Uni vers Valduc pour y être testée, soumise à des simulations, puis rapatriée. Un centre de recherche sera en parallèle ouvert aux spécialistes des deux pays, dans le Sud-Est de l'Angleterre.

Il serait infiniment plus souhaitable que la coopération se déploie en vue du désarmement nucléaire et non d'un renforcement de l'arsenal.

L'inquiétude est d'autant plus vive que, comme dans le domaine conventionnel, la France et la Grande-Bretagne, cette dernière dépendante des Etats-Unis, n'ont pas les mêmes approches du rôle et de la place de l'armement nucléaire dans leur stratégie de défense.

Nous apprêtons donc à opérer des transferts de technologies dont nous ne maîtrisons pas les éventuelles finalités d'utilisation. Le député demande à M. le ministre de la défense de lui préciser le contenu de ces accords qui seront, au final, au nombre de dix sept, et de prévoir un débat au Parlement sur ce sujet.

novembre 2010

<http://fr.rian.ru/world/20101103/187781226.html>

Russie

Russie-OTAN: Moscou exige des restrictions de déploiement en Europe.

La Russie exhorte l'OTAN à une interdiction de déploiement des "forces de combat importantes" sur le territoire des nouveaux membres de l'Alliance, rapporte mercredi le journal russe Kommersant.

"Nous souhaitons que la prédictibilité des activités militaires sur le territoire des pays ayant adhéré récemment à l'OTAN soit plus élevée qu'actuellement", a annoncé au quotidien le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov.

Selon M.Riabkov, un projet d'accord ad hoc est déjà soumis à l'examen de l'Alliance. L'accord proposé prévoit de limiter le déploiement des forces de combat importantes dans les pays qui ont été intégrés au sein de l'Alliance lors des dernières vagues d'élargissement.

Le projet intitulé "Accord sur les bases des relations Russie-OTAN" a été transmis au secrétaire générale de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, en décembre dernier. Depuis ce moment, les pourparlers sur la signature du document se poursuivent.

"Il y a un certain temps, le ministre Lavrov nous a proposé de signer un accord juridiquement contraignant", a confirmé une source au sein de l'Etat-major de l'Alliance. "Mais pour le moment, on ne sait pas ce qui va en sortir".

Selon le journal, le projet concerné fera l'objet des discussions lors de la visite de M.Rasmussen en Russie prévue début novembre à la veille du sommet de Lisbonne.

27/10

<http://fr.rian.ru/>

Medvedev se rend à Lisbonne pour resserrer les liens entre la Russie et l'Otan

Le président russe Dmitri Medvedev se rend au sommet Russie-Otan de Lisbonne pour que l'Alliance tienne davantage compte de l'approche, des préoccupations et des aspirations stratégiques de Moscou, a indiqué devant les journalistes une source au Kremlin.

"A notre sens, il s'agit incontestablement d'une coopération équilibrée à long terme qui s'effectue sur un pied d'égalité entre la Russie et les pays membres de l'Otan et qui est dictée par les intérêts nationaux des Etats", a déclaré la source. Le représentant du Kremlin a reconnu que l'attitude envers l'Alliance restait "plutôt sceptique" en Russie, ce qui était l'une des conséquences de la "guerre froide", mais que les efforts déployés au niveau du Conseil Russie-Otan donnaient des résultats. "Nous avons appris et apprenons toujours à mieux nous comprendre les uns les autres. Le principal est maintenant de comparer nos objectifs stratégiques lors de l'évaluation des risques et des dangers effectifs, ainsi que des réponses à apporter aux menaces communes", a-t-il souligné.

En septembre dernier, le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen a proposé de tenir un sommet du Conseil Russie-Otan en marge du sommet de l'Alliance de Lisbonne qui aura lieu les 19 et 20 novembre prochains.

29/10/2010

<http://fr.rian.ru/>

ABM: la Russie et l'Otan ne coopéreront que sur un pied d'égalité.

La coopération entre la Russie et l'Otan dans le cadre du bouclier antimissile européen (ABM) n'est possible qu'entre partenaires égaux, a indiqué mercredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse.

"Sans entrer dans les détails, j'affirme que nos partenaires de l'Otan réalisent que la Russie ne collaborera (dans le domaine de l'ABM, nldr) qu'en cas d'égalité absolue", a indiqué le ministre russe interrogé sur le contenu de la proposition faite par l'Otan.

En septembre dernier, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen, a invité Moscou à prendre part à un système de défense antimissile commun.

"Compte tenu de (notre position, nldr), M.Rasmussen a suggéré d'effectuer une analyse conjointe afin de comprendre si une telle coopération est envisageable.

C'est une démarche indispensable que, j'espère, nous mettrons en œuvre et qui permettra à nos dirigeants de prendre les décisions appropriées", a conclu M.Lavrov.

03/11/

<http://fr.rian.ru/world/20101103/187784670.html>

Robert Pszczel devient le représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN.

Les autorités russes ont accepté d'accréditer Robert Pszczel à la tête du bureau d'information de l'OTAN à Moscou, a annoncé vendredi le représentant permanent de la Russie auprès de l'Alliance Dmitri Rogozine.

Depuis avril 2010, le bureau de l'OTAN à Moscou fonctionnait sans son chef, la Canadienne Isabelle François privée d'accréditation en réponse à l'expulsion par l'Alliance de deux diplomates russes.

La nomination de M. Pszczel a été annoncée par le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen lors d'une visite officielle à Moscou, le 3 novembre dernier.

"Nous avons bien étudié les méthodes de travail de Robert Pszczel au moment de la dégradation des rapports entre la Russie et l'OTAN. Nous partageons l'avis selon lequel il sera très utile à la tête du bureau d'information de l'OTAN à Moscou. C'est une personne qui manifeste un vif intérêt pour le développement des relations avec la Russie", a déclaré M.Rogozine.

Selon lui, le nouveau représentant de l'Alliance "parle bien le russe et connaît au fond les dessous de la politique otanienne".

Dmitri Rogozine

05/11

<http://fr.rian.ru/world/20101105/187794604.html>

La Russie ne devrait pas introduire ses troupes en Afghanistan.

La Russie n'a rien à gagner à réintroduire ses troupes en Afghanistan, a annoncé jeudi à Moscou Oleg Koulov, professeur de l'Université militaire.

"A mon avis, la Russie ne devrait pas introduire ses troupes en Afghanistan pour plusieurs raisons. La première raison est évidente, elle est affective et liée à notre expérience passée", a indiqué l'expert, en référence à la défaite soviétique, lors de la table ronde "Afghanistan : la coopération Russie-Etats-Unis est-elle possible ?". Fin octobre, des médias occidentaux ont annoncé que l'envoi d'un contingent russe en Afghanistan avait été évoqué en prévision du prochain sommet de l'Otan. La Russie a démenti ces infirmités.

"D'autre part, il n'est pas opportun de recourir ce moyen. (...) Nous sommes éloignés de l'Afghanistan, et n'avons même pas de frontières communes ce qui poserait un problème de ravitaillement technique, ce qui a provoqué un tiers de nos pertes par le passé", a ajouté M.Koulov. Les raisons pour lesquelles Moscou aurait pu introduire ses troupes dans ce pays, dont les intérêts de la sécurité nationale et la lutte contre le trafic de stupéfiants, peuvent être gérées à distance sans qu'un contingent, russe ou étranger, n'y soit présent, a conclu l'expert.

RIA Novosti

11 novembre 2010

<http://www.armeem.com/La-Russie-ne-devrait-pas.34088.html>

Turquie

La Turquie pourrait accueillir le bouclier antimissile de l'OTAN

L'OTAN poursuit les négociations avec Ankara sur le déploiement éventuel d'éléments du système de défense antimissile (ABM) sur le territoire turc, a déclaré mercredi le porte-parole de la diplomatie turque Selcuk Unal. "Les négociations sont en cours", a dit le diplomate. Selon lui, la Turquie prône la création par l'OTAN d'un système ABM cohérent visant à garantir la sécurité de l'ensemble des pays membres de l'Alliance. Les autorités turques ont plusieurs fois souligné qu'Ankara préférerait l'ABM otanien à l'ABM américain. Le Conseil de sécurité nationale se penchera mercredi sur le déploiement du système ABM otanien en Turquie, selon la chaîne turque NTV. Les négociations entre Ankara et l'OTAN doivent s'achever avant le sommet de l'Alliance prévu à Lisbonne au mois de novembre.

28/10/2010

<http://fr.rian.ru/world/20101027/187724969.html>

d) Institutions internationales.

UE

Caucase: l'accord Medvedev-Sarkozy toujours pas respecté.

(mission de l'UE)

Les troupes russes doivent regagner leurs positions d'avant le conflit osséto-géorgien d'août 2008, a déclaré le chef de la Mission d'observation de l'UE en Géorgie (EUMM Georgia) Hansjörg Haber, soulignant que le départ des gardes-frontières russes de Perevi était insuffisant pour parler du respect des accords Medvedev-Sarkozy.

Le porte-parole de la diplomatie russe Andreï Nesterenko a déclaré mardi qu'après le départ des gardes-frontières russes du village de Perevi (zone disputée à la frontière entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie), personne ne pourrait reprocher à Moscou de ne pas respecter les ententes intervenues entre les chefs d'Etat russe et français.

"Cette déclaration était attendue. C'est la position de la Russie et non celle de l'UE. Nous considérons que le plan en six points n'est toujours pas entièrement respecté. La Russie doit se retirer sur les positions antérieures au conflit", a indiqué M.Haber.

Le 12 août 2008, soit quelques jours après le début des hostilités, les présidents russe et français ont formulé six principes de règlement des conflits en Géorgie. Baptisés "plan Medvedev-Sarkozy", ces principes prévoient le non-recours à la force, l'arrêt des hostilités, le libre accès à l'aide humanitaire, le retour des forces armées géorgiennes dans leurs bases et celui des troupes russes sur leurs cantonnements antérieurs aux hostilités et le début d'une discussion internationale

sur les moyens de garantir la sécurité de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Le plan Medvedev-Sarkozy a été concrétisé le 8 septembre 2008. Ses nouvelles dispositions prévoient notamment la mise en place de mécanismes internationaux d'observation. Créée conformément à ces dispositions, l'EUMM Georgia a été officiellement déployée le 1er octobre 2008.

Elle réunit près de 200 observateurs de 22 pays de l'UE.

RIA Novosti –

21/10/2010

<http://fr.rian.ru/world/20101020/187675222.html>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Alexander Dorin, Zoran Jovanović : Srebrenica, ce qui s'est réellement passé.

Préface de Peter Priskil

Srebrenica est une petite ville dans l'Est de l'ancienne république yougoslave (et aujourd'hui, l'État, fondé lors d'un baptême du feu des œuvres de l'Otan) de Bosnie-herzégovine, une enclave dans la zone serbe d'implantation habitée surtout par des musulmans jusqu'au milieu des années 1990.

Mais Srebrenica fut bien davantage : dans la république fédérée qui devait bientôt être occupée par les troupes de l'ONU et de l'Otan et ravagée par la guerre civile, ce fut une « zone sûre » (prétendument démilitarisée), mise en place par les puissances d'occupation, en sus d'autres zones comme Žepa, Goražde, Sarajevo, Tuzla et Bihać. Toutes ces « zones sûres » étaient situées dans des régions principalement habitées par des Serbes mais étaient sous contrôle des Nations unies ou de l'Otan, ce qui revenait au même. Sous la protection des anciennes forces d'occupation, les musulmans, qui étaient tout sauf « démilitarisés » et étaient équipés d'armes modernes (des témoignages de serbes survivants les ont décrits comme des « Ustaša » ou des « Turcs »), lancèrent des

attaques contre les villages serbes des alentours, en maltraitèrent de façon bestiale les habitants, puis les torturèrent et les massacrèrent. Ceci se produisit dans la zone entourant Srebrenica depuis 1992 et se prolongea jusqu'à l'été 1995, lorsque les forces serbes prirent la ville sans qu'il y eût de combat (!), et le présent document concerne les crimes commis contre des civils serbes et qui sont demeurés impunis jusqu'à ce jour : *Srebrenica, ce qui s'est réellement passé*.

Mais Srebrenica est encore un peu plus : Lorsque les politiciens occidentaux et leurs médias inféodés contrôlés par les États-Unis mentionnent ce nom, c'est aussi un lieu chargé d'émotions très prenantes, une atroce métaphore sanguinaire dans laquelle le racisme, le fascisme, la folie génocidaire, le chauvinisme, le nationalisme impérial(iste), le ratiboisement ethnique, les viols de masse – bref, toutes les étiquettes essayées et approuvées qu'on peut coller sur les attrape-nigauds du politiquement correct au cours des deux dernières décennies – ne sont pas seulement exprimés, mais aussi gueulés jusqu'à l'« assourdissement de tout un chacun. Et qu'on note bien ceci : c'est toujours le Serbe l'assassin, tout comme lors de la Première Guerre mondiale, ou lors de l'invasion de la Yougoslavie, ou maintenant, pour la troisième et sans doute dernière fois. L'empire américain et ses vassaux ont bouclé la boucle dans une perversion des faits qui « permet » aux Serbes, au lieu d'être, comme ils l'étaient, les victimes d'un génocide perpétré par l'Église catholique et les nazis, d'être dépeints comme un peuple fasciste de criminels en tous genres. Clinton, l'ancien chancelier allemand « socialiste » Schröder et son ancien ministre verdâtre des Affaires étrangères Fischer ne sont rien d'autres que les exécuteurs testamentaires de l'héritage d'Hitler.

Dans sa version officielle, « Srebrenica » est un mensonge de propagande qui ne se muera jamais en vérité, bien qu'il soit très fréquemment répété haut et fort. Ce que fut le *Sender Gleiwitz* pour les nazis, la petite ville de Srebrenica l'est devenue pour l'Otan.

Proportionnellement à la dimension du crime même, qui ne fut possible en premier lieu que via ce mensonge, on ne peut que le comparer aux bébés en couveuse prétendument massacrés et aux prétendues armes de destruction massive en Irak. Alors que, dans un même temps en Irak, des dizaines de milliers de personnes tombaient, victimes des sanctions économiques imposées à la Serbie depuis 1992. Au printemps 1999, ce qui restait de la Yougoslavie fut bombardé par l'Otan durant onze semaines et, à l'époque, le cœur historique et religieux de la Serbie, l'Amselfeld (« Kosovo »), fut amputé, occupé et, en violation des importantes stipulations des Nations unies qui garantissaient l'intégrité territoriale du peu qui restait de la Yougoslavie, « libéré afin de recevoir son indépendance ». Aujourd'hui, quinze ans plus tard, ce mensonge est ravivé une fois de plus, parce qu'il est temps aujourd'hui de sortir des jugements à la fois contre la direction politique et militaire des Serbes et contre les combattants ordinaires dans des procès à grand spectacle organisés par les vainqueurs et d'enterrer vivantes toutes ces personnes dans des prisons – à moins, bien entendu, qu'ils ne soient déjà morts dans des circonstances douteuses. Et le monde ne découvrira rien de bien important, et surtout pas sur Internet, en dehors des quelques minutes de braillements des incontournables émissions de haine. Cela en devient spectral : Radovan Karadžić ou Vojislav Šešelj, dont les partisans sont des millions, se muent en monstres médiatiques et en stéréotypes de la terreur. La classe dirigeante a sans aucun doute tiré ses leçons depuis la débâcle nazie, lors du procès de Georgi Dimitrov et des autres, après l'incendie du Reichstag : le mensonge progresse dans le sens du temps et la technologie le rend possible à l'échelle mondiale. La propagande autour de « Srebrenica » est le faux Auschwitz de l'Otan.

Srebrenica, telle qu'elle fut vraiment : l'une des centaines de zones de conflit de la Bosnie-Herzégovine déchirée par la guerre civile entre les Croates catholiques, les Serbes orthodoxes et les musulmans convertis de force sous la domination turque. Exactement comme les nazis, les impérialistes américains ont soumis le pays en se servant de l'axe islamique-catholique et le mensonge domina dès le départ : les Serbes de Bosnie sont supposés avoir tué plus de 250.000 personnes, alors qu'il est prouvé qu'un total se situant entre 30.000 et 60.000 personnes de *tous* les camps de la guerre civile ont été tuées : les mauvais et archi-mauvais Serbes sont supposés avoir systématiquement pratiqué des « viols de masse » sur 60.000 femmes, non, 40.000, en fait, puis, non, 20.000 jusqu'au moment où, en fin de compte, il n'est plus resté que 119 cas répertoriés (sans compter les victimes serbes de viols, bien sûr), etc., etc. Jusqu'à un certain point, la « Srebrenica » de la propagande est le terme générique pour désigner cette orgie de mensonges qui pleuvent sur nos têtes depuis des années. Il y a eu des combats aussi, dans la véritable Srebrenica – naturellement, serait-on presque tenté de dire – qui se sont soldés par la mort au combat d'environ 2000 musulmans. Des études sérieuses existent, à ce propos, aucune n'étant plus exemplaire que celle proposée par le coauteur du présent document, Alexander Dorin (« Srebrenica – Die Geschichte eines salonfähigen Rassismus » – Srebrenica. L'histoire d'un racisme présentable –, Berlin 2010), par le Bulgare Germinal Civikov et quelques autres. Soit, leurs voix sont faibles, ce qui est inévitable sous un régime de censure à l'échelle du monde.

Mais, avant la « Srebrenica » de la propagande, des crimes réels furent commis dans la même région et on les a occultés, passés sous silence, dissimulés, balayés sous la carpe parce qu'ils avaient été commis contre des Serbes. Et c'est de cela que traite le présent document. Alexander Dorin n'a épargné ni ses efforts, ni son temps ni son argent, durant toutes ses années de douloureuses recherches afin de mettre en lumière tous ces faits qui ont été niés et, sans un coup de chance – sous la forme d'une rencontre avec le coauteur Zoran Jovanović – il n'y serait toujours pas parvenu. Ce qu'ils ont mis en lumière est horrible, mais néanmoins vrai. (Quelque autorité de censure passera-t-elle à l'action, cette fois aussi, agissant au nom de la « protection de la jeunesse », contre la « racisme », la « misogynie » ou que sais-je encore ? Nous verrons...).

En tout cas, il est devenu possible, pour l'observateur impartial, d'entendre le fameux « autre camp », dont la voix, sans cela, aurait été réduite au silence à jamais – et c'est une raison suffisante, et urgente, en effet, pour publier le présent document.

Fribourg-en-Brisgau, juillet 2010

Peter Priskil

181 p.

Actuellement en anglais, en allemand, en serbe.

Y compris *Dossier Srebrenica*, un documentaire en DVD par D. Josipović et M. Knežević

ISBN: 978-3-89484-820-0

Octobre 2010

3 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Sergueï Lavrov : Désarmement: aucune entente secrète entre la Russie et les Etats-Unis.

Il n'existe aucune entente secrète entre la Russie et les Etats-Unis dans le cadre du traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs (START), a déclaré jeudi aux journalistes le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Il n'y a aucune entente secrète dépassant le cadre de ce qui est écrit noir sur blanc dans le traité et ses annexes", a indiqué le ministre interrogé par les journalistes sur l'existence éventuelle de points secrets dans le traité START.

Le chef de la diplomatie russe a affirmé que certains sénateurs américains avaient cherché à savoir, pendant les négociations sur le document, si les négociateurs de leur pays avaient pris des engagements secrets susceptibles de nuire aux projets de l'administration américaine de créer un bouclier antimissile (ABM) global.

"Je ne connais pas le détail de ces requêtes. Je ne peux dire qu'une seule chose: toutes nos ententes figurent tant dans le traité que dans ses annexes. Ce sont des documents ouverts au public qui sont en possession des sénateurs américains, des membres du Conseil de la Fédération de Russie et des députés de la Douma", a souligné M.Lavrov.

Le Traité sur la réduction des armes stratégiques a été signé par les présidents russe et américain le 8 avril à Prague. Pour entrer en vigueur il doit être adopté par les deux chambres du parlement russe et par le Sénat américain.

Aux termes du document, les deux pays s'engagent à réduire le nombre total de leurs ogives nucléaires à 1.550 pour chacun en sept ans, soit d'un tiers par rapport à la limite du traité de Moscou de 2002 qui prévoyait une réduction à 2.200 charges.

Lavrov

21/10

<http://fr.rian.ru/>

3-2 Medvedev et Obama auront une entrevue au Japon.

Les présidents russe et américain Dmitri Medvedev et Barack Obama auront une rencontre dans le cadre du sommet du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC) les 13-14 novembre à Yokohama, a annoncé lundi le conseiller du Kremlin Sergueï Prikhodko.

"Nous travaillons à l'organisation d'une rencontre entre le président Medvedev et son homologue américain", a dit M. Prikhodko aux journalistes.

"Au menu des négociations figurent le renforcement des relations bilatérales, y compris sur la scène internationale, le maintien de la stabilité stratégique mondiale et la ratification du traité de réduction des armes stratégiques offensives (START)", a indiqué le responsable.

Selon lui, les deux chefs d'Etat pourraient évoquer également le prochain sommet de l'OTAN à Lisbonne, en marge duquel se tiendra un sommet du Conseil Russie-OTAN.

8/11

<http://fr.rian.ru/world/20101108/187806845.html>

4 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Nils Andersson : Le « Nouveau concept stratégique de l'OTAN » :

assurer la défense et les voies d'approvisionnement des « sociétés modernes »

L'un des principaux objectifs du 24^{ème} Sommet de l'OTAN les 19 et 20 novembre à Lisbonne est l'adoption d'un nouveau concept stratégique. Sa raison d'être étant contestée à la fin de la guerre froide, en 1991, un premier « nouveau concept stratégique » est adopté dans le but d'assurer la pérennité de l'OTAN. Le déchirement de l'ex-Yougoslavie va servir, alléguant des carences de l'Europe, à « légitimer » la nouvelle fonction affichée : assurer sur le continent européen la stabilité du nouvel ordre mondial.

En 1999, le deuxième « nouveau concept stratégique de l'OTAN » fixe comme objectif de « *sauvegarder - par des moyens politiques et militaires - la liberté et la sécurité* » de l'Amérique du Nord et de l'Europe, c'est-à-dire de devenir le bras armé des intérêts occidentaux et de l'économie de marché. Son rôle n'est plus dès lors limité à son cadre historique euro-atlantique, le 11 septembre va concrétiser cette stratégie et marquer le passage, avec la guerre d'Afghanistan, à une OTAN globalisée.

Quel est le troisième « nouveau concept stratégique » de l'OTAN ? Pour l'élaboration de ce nouveau concept stratégique a été créé en septembre 2009 un « *Groupe des sages* », groupe d'experts placé sous la présidence de Madeleine Albright, qui fut la secrétaire d'État ultra atlantiste de Bill Clinton, et la vice-présidence de Jeroen Van der Veer, ancien PDG de Royal Dutch Shell. Parfaite illustration d'une OTAN instrument militaire de l'idéologie atlantiste et protectrice des intérêts économiques des transnationales. Le représentant de la France à ce « groupe de sages » qui a publié un rapport : « *OTAN 2020, une sécurité assurée, un engagement dynamique* », est Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale mais également président du Conseil d'administration de la Fondation de la recherche stratégique et l'un des auteurs du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

Quelles sont les menaces considérées comme prioritaires ? Toujours la menace terroriste, la piraterie et la prolifération nucléaire, mais d'autres priorités sont fixées : se défendre contre les risques de cyberattaques qui peuvent provoquer la paralysie d'un pays (la meilleure des défenses étant l'attaque, l'OTAN profile la guerre cybernétique) et la sécurité des voies d'approvisionnement par pipelines ou maritimes, le Rapport précise que « *l'OTAN à tout intérêt à protéger les axes vitaux qui alimentent les sociétés modernes* ». On ne peut être plus clair, le rôle du Traité de l'Atlantique Nord est d'assurer la sécurité énergétique et l'approvisionnement de moins de 15% de la population mondiale.

Il est aussi demandé de prendre en compte la pauvreté, la faim, l'eau, les mouvements migratoires, le changement climatique, non pas pour résoudre ces fléaux et menaces mais pour les sources de crises et de troubles qu'ils représentent. Bras armé du néo-libéralisme, l'OTAN doit aussi servir à réprimer les peuples qui luttent pour leur survie.

Trois missions principales sont fixées à l'OTAN. La première rappelle ce qui est à son fondement depuis sa création en 1949 : « *défendre contre toute menace d'agression d'où qu'elle vienne* » les pays membres de l'Alliance (article 5 du Traité). Il est évident qu'en raison des nouveaux rapports de force mondiaux, des crises financières, économiques et sociales, le nouveau concept stratégique ne peut se limiter à un simple rappel des principes fondateurs et que cela influe sur les objectifs, la stratégie et la structure de l'Alliance.

Il est en particulier confirmé que l'OTAN doit être dotée de « *capacités expéditionnaires pour des opérations militaires au-delà de la zone du traité* », sa « mission » est donc confortée d'intervenir partout dans le monde où les intérêts bien compris « *des sociétés modernes* » seront menacés. Madame Albright a d'ailleurs précisé dans une lettre à l'OTAN que cette proposition va « *bien au-delà de ce qui était envisagé* » dans la précédente version du « concept stratégique ». Un triptyque la résume : réaliser des missions globales, de portée globale, avec des partenaires globaux.

L'échec de la guerre d'Afghanistan et de la guerre d'Irak, les conséquences de la crise financière auxquelles est confrontée l'OTAN, sont des réalités qui pèsent sur le nouveau concept stratégique adopté à Lisbonne. D'où l'importance accordée, pour être en mesure de mener des opérations globales de portée globale, au troisième volet du triptyque, les partenaires globaux. Ainsi, pour être en mesure d'intervenir tous azimuts, renforcer la coopération avec d'autres partenaires que les membres du Traité de l'Atlantique Nord, devient l'axe central du nouveau concept stratégique.

L'élargissement de l'OTAN par les partenariats

La première étape de ce processus a été l'élargissement de l'OTAN sur le continent européen en intégrant des pays de l'Europe centrale et orientale. Avec l'adhésion de 12 nouveaux membres depuis 1999, elle a pratiquement doublé de taille. Mais, aujourd'hui, la voie de la globalisation adoptée par l'OTAN est, plus que l'intégration de nouveaux membres, celle des partenariats.

Quels sont ces partenariats ? Leur énumération permet de comprendre la toile tissée par l'OTAN dans la zone euro atlantique et hors de celle-ci :

- le Partenariat pour la paix regroupe les pays européens ou de l'ex-Union soviétique d'Europe et d'Asie, non-membres de l'OTAN, couvrant ainsi l'ensemble du continent ;
- le partenariat avec l'Union européenne, considérée comme un partenaire stratégique global de l'OTAN. Le concept stratégique prévoit, dans le cadre des dispositions du Traité de Lisbonne, de créer une agence OTAN-UE des capacités de défense et un partenariat véritablement complet « *sur le principe de la réciprocité... englobant l'ensemble des activités mutuelles des deux institutions* », autrement dit d'assujettir

l'Europe de la défense aux États-Unis, dont le budget militaire représente 80 % des budgets de l'ensemble d'États membres de l'OTAN, dans un monde néolibéral, disposer de 80% du capital ou de la force financière d'une société ou d'une institution, c'est détenir le pouvoir ;

- le Partenariat avec l'ONU, sert à légitimer des opérations de l'OTAN en lui transférant des prérogatives de l'ONU, comme en Afghanistan, ce qui se fait en violation de la Charte des Nations unies ;

- le Partenariat avec l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) joue un rôle politique important dans les Balkans, suite à l'implosion de l'ex-Yougoslavie et dans le Caucase ;

- le Partenariat avec la Russie, bien que les relations soient souvent tendues, l'OTAN restant considérée par Moscou comme un organisme dirigé contre elle (cf. les questions des missiles antimissiles ou du Caucase), le Rapport des experts accorde une grande attention à la relation avec la Russie et on y relève que Moscou se montre « *disposée à soutenir le transport aérien et terrestre des approvisionnements pour les forces de l'OTAN en Afghanistan* » ;

- les Partenariats avec l'Ukraine et la Géorgie. Le rapport des Sages précise que malgré l'opposition de la Russie, l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie reste d'actualité et qu'il est toujours à l'examen ; toutefois, le nouveau gouvernement ukrainien n'étant plus demandeur, la tension autour de cette question s'en voit réduite.

À ces partenariats qui couvrent, au-delà des 28 États membres de l'OTAN, l'ensemble de la zone euro atlantique, viennent s'ajouter des partenariats ou des alliances ad hoc hors zone comme :

- le Dialogue Méditerranéen, réunissant la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et... Israël, qui tiennent des réunions communes au niveau des ministres de la Défense, un des objectifs étant l'interopérabilité des forces armées de ces pays ! ;

- l'Initiative d'Istanbul, à laquelle participent le Bahreïn, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis, avec une intention semblable à celui du Dialogue méditerranéen ;

Au-delà de ces partenariats, la toile de l'OTAN s'étend à des « partenaires d'opérations » ; ainsi le rapport Albright souligne que 18 pays non membres de l'OTAN participent aux opérations en Afghanistan, que « *l'Australie fournit en fait plus de troupes que la moitié des Alliés, que la Nouvelle-Zélande apporte également une grosse contribution, que la Corée du Sud s'est engagée à déployer un contingent non négligeable...* » S'ajoutent le concours du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie, les liens établis en Afrique et en Amérique latine. Il est aussi précisé que la Chine participe à des patrouilles communes de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden.

S'il ne s'agit pas du passage à une OTAN planétaire, que certains préconisent, ces partenariats et alliances ad hoc couvrent les zones de guerres et d'instabilité majeures et cette toile est considérée dans la nouvelle stratégie globale de l'OTAN comme une priorité pour assurer militairement la défense des intérêts financiers, économiques et étatiques euro atlantique et plus largement de l'économie de marché.

Du recours aux interventions militaro-civiles au renforcement de la capacité armée

Troisième mission, les interventions militaires pour « *assurer la sécurité internationale.* » On ne peut être à ce sujet que stupéfait de constater que le rapport des experts ne tire aucune conséquence de l'échec de la guerre en Afghanistan. On y lit en effet : « *Aujourd'hui, si l'OTAN n'existait pas, l'Afghanistan aurait pu retomber sous la coupe des talibans...* » !!! Un tel refus de l'évidence est confondant.

Toutefois, l'échec étant là, le Rapport propose que l'OTAN combine à l'avenir les approches militaires et civiles, en ayant recours au « *savoir-faire dans le domaine civil* » des institutions internationales ou des ONG. Le concept d'interventions militaro-civiles représente une dangereuse confusion entre interventions militaires et humanitaires en amenant les populations à confondre l'action humanitaire avec celle des armées occupantes. Bien que ces effets pervers soient connus et dénoncés, la leçon tirée de la guerre d'Afghanistan n'est pas le développement économique et social, ni de rompre avec la logique du conflit de civilisations, mais bien d'avoir recours à la stratégie du déploiement d'un parapluie civil pour couvrir des actes de guerre !

Le Rapport apporte d'autres précisions sur la stratégie globale fixée à l'OTAN pour les dix années à venir.

Concernant le retrait des armes nucléaires stationnées en Europe, ses conclusions sont sans ambiguïté. La stratégie de dissuasion demande le maintien de la composante nucléaire, aucun plan de désengagement du dispositif étatsunien en Europe n'est envisagé et le groupe d'experts s'est prononcé contre tout retrait unilatéral.

Plus encore, la défense antimissile est considérée comme « *une mission militaire essentielle* » et il est précisé que les missiles antimissiles qui seront déployés « *seront beaucoup plus efficaces... que ceux qui étaient prévus initialement.* » Stratégiquement, leur déploiement est considéré comme renforçant le principe de l'indivisibilité de la sécurité euro atlantique et signifie donc une emprise militaire plus forte encore des États-Unis sur le continent européen. Entendons à ce propos ce qu'a déclaré Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN au Club militaire central de l'OTAN : « *J'estime que le moment est venu pour que nous allions de l'avant et pour que nous fassions de la défense antimissile une véritable mission de l'Alliance. Tel est mon objectif pour le sommet de l'OTAN à Lisbonne.* »

Sur le plan de la structure organisationnelle de l'OTAN, un commandement unifié de l'OTAN est une demande récurrente et il est précisé que « *dans toute la mesure du possible les forces militaires de l'OTAN devraient opérer dans une chaîne de commandement unifiée.* » De nouvelles étapes sont franchies vers cet objectif, ainsi la force d'opérations spéciales (qui a pour objectifs militaires, politiques, de guerre économique ou de guerre psychologique, d'intervenir y compris à l'aide de moyens non conventionnels dans des

zones hostiles ou sensibles) sera dotée d'un état-major multinational. Dans la même voie, la création de formations multinationales ayant un commandement unifié est demandée ; ceci va à l'encontre de l'un des arguments évoqués pour le retour de la France dans le commandement militaire intégré, qui était d'obtenir que l'Union européenne crée un quartier général européen capable de planifier les opérations militaires de l'Union européenne. C'est clairement une option inverse qui est préconisée, celle d'un quartier général euro-atlantique. Les effets de la crise financière et économique sont là et le Rapport qualifie les problèmes d'ordre budgétaire de l'OTAN comme un « *facteur de faiblesse*. » Ainsi, il est relevé que seuls 6 membres sur 28 consacrent plus de 2% du PIB, seuil exigé, à leur budget de défense, que moins de la moitié des États remplissent les objectifs de déployabilité fixés dans la directive politique globale qui prévoit qu'au moins 50% des forces terrestres des pays membres sont projetables dont 10% dans des opérations prolongées de l'OTAN ou consacrent 20% de leur budget de défense aux investissements (notamment à l'achat d'armes 'high tech' ou pour le renforcement de l'interopérabilité des armées). Ayant fait ces constats, les experts demandent purement et simplement qu'il soit mis fin à la baisse des dépenses militaires.

Dans le Rapport qui fonde la stratégie de l'OTAN jusqu'en 2020, il est un mot qui n'est jamais mentionné, auquel il n'est nulle part fait allusion : le mot peuple. Il est donc plus que jamais important que les peuples rappellent leur existence aux experts, aux états-majors, aux politiques, aux idéologues atlantistes et qu'ils expriment leur opposition à l'OTAN et à ses objectifs militaires, que les peuples demandent la dissolution de l'OTAN et le respect de l'article 1 de la Charte des Nations unies, fondée sur une vision multilatéraliste du monde, précisant que seules les forces de l'ONU sont habilitées à « *réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix*. » Au contraire de ce qui est écrit en conclusion du Rapport, l'OTAN ne répond pas à « *des besoins immuables* », le seul besoin immuable des peuples est une politique de paix et non un engrenage et une logique de guerre.

Nils Andersson, membre du Conseil scientifique d'Attac-France (Nov 2010)

4-2 Tobias Pflüger : L'Afghanistan : question cruciale pour l'Otan.

Sans aucun doute, les intérêts géostratégiques et économiques ont joué et jouent un rôle important dans l'intervention militaire de l'Otan en Afghanistan. Mais c'est beaucoup plus que cela qui est en jeu dans l'Hindou Kouch. D'un point de vue occidental, c'est ni plus ni moins que l'avenir de l'Otan qui se décide là-bas.

Dans les années 1990, l'Otan a été transformé, au moins sur le papier, d'une alliance défensive en une alliance d'interventions internationales. Ce processus a presque abouti pendant la guerre contre la Yougoslavie et lors de l'adoption d'un nouveau « concept stratégique » début 1999, lesquelles ont coïncidé.

Depuis lors, l'Otan a prouvé qu'elle n'a pas seulement la volonté, mais aussi la capacité à renforcer ses membres que l'usage de la violence intéresse, bien loin de son alliance territoriale d'origine – et pas seulement à sa périphérie, comme c'était le cas pour les Balkans.

À cet effet, l'Afghanistan en est devenu – délibérément ou non – le théâtre central.

Parce que de telles « missions de stabilisation » seront la norme future, comme le souligne le document Otan 2020 : une sécurité assurée ; un engagement dynamique, publié en mai 2010.

La proposition pour une actualisation du « concept stratégique » de l'Otan, produit au nom d'Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, explique : « En raison de la complexité et de l'imprévisibilité du climat sécuritaire qui devrait prévaloir au cours des dix prochaines années, on ne saurait écarter la possibilité qu'à l'avenir l'Otan participe à des missions de stabilisation similaires (dont on peut espérer qu'elles seraient moins longues). »

Mais si l'Otan échoue en Afghanistan, elle ne sera alors pas capable de mener pour longtemps de telles aventures, comme l'a pointé Angela Merkel, chancelière allemande : « Je crois pouvoir dire [...] que la stabilisation de l'Afghanistan est actuellement l'un des défis majeurs de l'Otan et de ses États membres. C'est de l'ordre du test décisif quant à la gestion réussie d'une situation de crise et quant à la capacité de l'Otan à agir. » Robert Naumann, ambassadeur américain en Afghanistan jusqu'en 2007, était encore plus clair : « L'Otan a pris l'engagement fondamental de gagner en Afghanistan. L'échec ou le succès de cet engagement sera celui de l'organisation. »

La guerre en Afghanistan se trouve en arrière plan de conflits croissants avec l'émergence nouvelle de rivaux (Chine, et à un moindre niveau Russie), plan dans lequel beaucoup voient les grandes lignes d'une nouvelle guerre froide.

Une défaite en Afghanistan signifierait un affaiblissement de l'Otan, ce qu'on ne peut pas se permettre dans l'optique de ces nouvelles rivalités, argumente par exemple Kestenl, président de l'Académie fédérale pour la politique de sécurité (Bundesakademie für Sicherheitspolitik), le centre de formation des dirigeants de l'armée allemande : « Que nous l'acceptions ou non, les signaux liés au succès ou à l'échec dans l'Hindou Kouch sont forts et portent beaucoup plus loin que l'Afghanistan. [...] Mais il y a plus en

jeu. La mission en Afghanistan [...] est devenue un sérieux test de la cohésion interne et aussi du pouvoir de l'alliance de l'Atlantique Nord. [...] Cela signifie concrètement : si le Président Obama veut augmenter les efforts des États-Unis pour conduire la mission de l'Otan en Afghanistan à un succès final, il devra alors soutenir cet effort d'une contribution appropriée.

Sans cela, nous ne mettrons pas seulement en danger la nouvelle politique étrangère américaine, que nous souhaitons tant, mais nous éroderions aussi la pertinence de l'alliance. Nous ne pouvons pas l'accepter au regard des changements dans l'ordre mondial du pouvoir, et des risques futurs. »

De plus, Tendances globales pour 2025, un rapport de 2008 des services secrets américains, qui a fait sensation, prédit pour la première fois non seulement une significative perte de pouvoir des États-Unis (et de l'Europe), mais aussi des conflits féroces avec la Chine et la Russie. Il s'y trouve une phrase très éclairante, qui révèle le sens profond de la guerre en Afghanistan.

Le rapport des services secrets inclut une lettre fictive, datée d'avant 2015, au secrétaire général de l'Otan par le dirigeant de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO). Cette organisation est en partie considérée comme une alliance militaire anti-Otan de la Russie, de la Chine et de quelques États d'Asie centrale.

On y lit : « Il y a quinze ou vingt ans, je n'aurais jamais imaginé que la SCO serait l'égal de l'Otan – et encore moins [...] une organisation internationale quelque peu plus importante. J

e pense qu'il est bon de dire que cela a débuté quand vous vous êtes retirés d'Afghanistan sans avoir accompli votre mission de pacification des Talibans. »

La mission en Afghanistan est pour cela non pas une « exception déplorable », c'est une expression et un test décisif quant à l'ambition de pouvoir de l'Occident pour renforcer sa domination, si nécessaire par la force – et pour ceci l'Otan est leur instrument de choix. Cette raison de gagner la guerre n'est pas des moindres – ça passe ou ça casse – et se demander ce que ça signifie pour le peuple d'Afghanistan n'a aucun sens.

Tobias Pflüger

21/10/2010

Original: [Afghanistan: Gretchenfrage der NATO](#)

Courtesy of [War Resisters' International](#)

Source: <http://wri-irg.org/node/11075>

Publication date of original article: 23/09/2010

URL of this article: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2049>

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2049>

4-3 Manlio Dinucci : Pisa No Hub.

(Pise Non au Hub)[i][j]

A la date symbolique du 4 novembre (*Fête des forces armées, ndt*) est apparue à Pise, sur la non moins symbolique Piazza Garibaldi qui donne sur l'Arno, en face de la Mairie, la banderole du tout nouveau *Coordinamento No Hub* (Coordination non au Hub), auquel participent de nombreux groupes associatifs et politiques de la ville.

Lors de cette première sortie publique, a été diffusé un tract pour informer les habitants que Pise a été désormais choisie comme siège du Hub aérien national des forces armées : c'est d'ici que transiteront, à partir de 2013, tous les militaires et les matériels dirigés du territoire italien vers les théâtres d'opération, et vice versa. Une mégastucture qui, reliée avec les principales lignes de viabilité (navale, ferroviaire et routière) et en mesure de recevoir des avions de moyennes et grandes dimensions, pourra déplacer chaque mois 36 mille militaires parfaitement équipés et 12 milles tonnes de matériels. Tout cela dans une ville qui compte moins de 90.000 résidents, où l'impact environnemental de l'aéroport (à direction militaire élargi au civil) est déjà aujourd'hui à la limite du soutenable. Est-il possible - demande la Coordination No Hub - qu'un projet de cette importance soit imposé à toute une ville sans que les citoyens n'aient été un minimum consultés ?

La Commission défense de la Chambre a aussi donné son feu vert, le 9 novembre. Comme au Sénat, le Pd (Partito democratico, « centre-gauche », ndt) a exprimé un vote d'abstention ; la commission ayant le quorum, a ainsi donné un avis favorable. Le Pd s'est abstenu -a expliqué l'hon. Antonio Ruggia- non pas sur la base d'une estimation de capacité (qu'on comprend positive), mais à cause de l'absence d'une stratégie gouvernementale dans le secteur de la Défense qui, du fait de la « *réduction des ressources* », est dans une telle « *situation précaire* » qu'elle met « *en grand danger le déroulement même des missions internationales* ». Le Pd critique donc le gouvernement non pas parce qu'il dépense trop pour le militaire, mais parce qu'il dépense trop peu et mal.

Au même moment, les représentants toscans du Pd se mobilisent en soutien au Hub militaire. Le maire Marco Filippeschi l'a défini comme un « *honneur pour notre ville* », avant même qu'il soit présenté au parlement. Mais

sur quelle base a-t-il pu fonder un tel jugement ? Dans le premier débat au conseil communal, le délégué à l'urbanisme Fabrizio Cerri a de fait admis qu'« *aucun de nous n'a vu un projet* » ni « *une cartographie pouvant exprimer un projet accompli* ». Il s'est agi d'un « *équivoque* », a expliqué le maire, précisant qu'il était fier non pas de l'opération en ciment (dont seront fiers les militaires) mais de la présence des institutions militaires à Pise et du fait que partent d'ici les missions de paix et de solidarité. Le maire Filippeschi s'occupe pourtant aussi de « *ciment* » : pour faire un peu de place au Hub militaire il a de fait lancé, de concert avec le ministre des infrastructures et des transports Altero Matteoli, la « *délocalisation* » de 44 habitations d'une zone limitrophe à l'aéroport. La dépense, prévue pour 15 millions d'euros, grèvera en grande partie le budget civil. Et ne suffira probablement pas à couvrir la valeur réelle des immeubles, dont l'estimation a été confiée à l'Agence du territoire de Pise.

Venant prêter main forte au maire Filippeschi, est descendu aussi dans l'arène l'on. Paolo Fontanelli, ex maire de Pise. Sur son blog il se lamente qu'on soit « *en train de discuter de façon plutôt approximative et toute en prétextes* » et s'en prend en particulier aux « *opinions de Dinucci* ». Il rapporte donc ce qui, selon lui, sont les faits. Avant tout, « *il n'est question d'aucune hypothèse d'utilisation de l'aéroport de Pise pour des activités de la base USA de Camp Darby* ». Chose démentie pourtant par le rapport de la Chambre : « *La structure, une fois réalisée, pourra être mise à disposition de l'OTAN en support des flux de matériel et de personnel en cas de crises internationales* ». Comme le précise la documentation présentée à la Chambre, au Hub de Pise pourront atterrir et décoller également les gigantesques C-17 Globemaster III de l'aéronautique états-unienne, dont la capacité de cargaison est trois fois supérieure à celle des C-130J de l'aéronautique italienne.

A Camp Darby a été récemment construit un nouveau et gigantesque complexe de dépôts et bâtiments d'une superficie de plus de 40 mille m² (équivalent de 7 terrains de foot). D'après les informations données par l'Us Army, on a pour ce faire déplacé 220 mille m³ de terre, utilisé 5.565 tonnes d'acier, 10 Km de câbles électriques et 16 Km de canalisation. Ceci a augmenté la capacité de matériels militaires, dont le mouvement est géré par le 3° Bataillon de la 405° Brigade, en charge aussi de la réparation des véhicules de la 173° Brigade aéroportée, envoyés ici par la base de Vicence (base Dal Molin, ndt). Avec l'entrée en fonction du Hub militaire, Camp Darby pourra aussi utiliser, en plus du port de Livourne, l'aéroport de Pise de façon beaucoup plus importante qu'aujourd'hui.

Selon Fontanelli cependant, le Hub militaire, qui est le fruit d'une exigence de rationalisation, ne comporte aucun développement des activités militaires. Il ne sera pas une base d'avions de combat. Nous pouvons donc être tranquilles : quand nous verrons les C-17 Globemaster (« *Maîtres du monde* ») décoller de Pise chargés de soldats et d'armes, nous saurons, comme nous l'assure Fontanelli, qu'ils sont destinés à des « *missions de paix, humanitaires et de protection civile* ».

Edition de jeudi 11 novembre de il manifesto

Traduction de l'italien par Marie-Ange Patrizio.

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20101111/pagina/16/pezzo/291059/>

4-4 Les armes atomiques états-uniennes en Europe, toutes en Italie...

"Le sommet de l'OTAN convoqué le 19 novembre à Lisbonne devra adopter la nouvelle doctrine stratégique de l'Alliance atlantique.

Dans cette optique, l'OTAN procédera à une réorganisation de ses forces nucléaires.

Ainsi que le révèle Manlio Dinucci, toutes les armes nucléaires non-stratégiques US stockées en Europe seront transférées en Italie.

Cet Etat pourra en faire lui-même usage sous réserve d'un accord préalable de l'Alliance.

Bien que l'Italie ait officiellement renoncé à la bombe, elle deviendra de fait et en violation des traités internationaux une importante puissance nucléaire".

Réseau Voltaire

Manlio Dinucci : Les armes atomiques états-uniennes en Europe, bientôt toutes en Italie.

« *Tant qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléarisée* » : c'est la directive de Washington que le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen est en train de transmettre et que les alliés européens ont approuvé dans la réunion des ministres de la défense qui s'est déroulée à Bruxelles le 14 octobre : en préparation du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement le 19-20 novembre à Lisbonne. En d'autres termes, les Etats-Unis garderont en Europe un arsenal nucléaire. Pourtant dans son discours « *historique* » de Prague le 5 avril 2009, le président B. Obama déclarait que les Etats-Unis feraient des pas concrets vers un monde sans armes nucléaires, renforçant le Traité de non-prolifération qui engage les pays nucléaires à les éliminer et ceux non nucléaires à ne pas les acquérir. Il laissait donc entendre qu'il était favorable au déplacement des armes nucléaires états-unienne hors de l'Europe. Sur cette base, cinq membres de l'OTAN -Allemagne, Belgique, Luxembourg, Norvège et Pays-Bas- avaient exprimé leur intention de soulever la question au Sommet de Lisbonne.

Ce qu'il en est réellement à l'heure actuelle émerge du rapport *U.S. non-strategic nuclear weapons in Europe : a fundamental Nato debate*, présenté en octobre par un comité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Avant tout celui-ci confirme qu'on ne connaît pas exactement le nombre des armes nucléaires non stratégiques (à portée inférieure à 5.500 Kms) que les USA conservent dans quatre pays européens de l'OTAN -Italie, Belgique, Allemagne et Pays-Bas- et en Turquie. Selon une estimation au rabais, citée dans le rapport, il y en aurait entre 150 et 200, dont 70-90 en Italie (à Aviano et à Ghedi-Torre). Selon d'autres estimations, au moins le double. Ce sont des bombes B-61 de différentes versions, dont la puissance va de 45 à 170 kilotons (13 fois plus que la bombe d'Hiroshima). Parmi celles-ci, probablement, la B61-11 qui peut pénétrer dans la terre afin de créer, par explosion nucléaire, une onde de choc capable de détruire des objectifs souterrains. Toutes ces bombes sont déposées dans des hangars spéciaux avec des chasseurs-bombardiers F-15, F-16 et Tornado, prêts pour l'attaque nucléaire.

Le rapport confirme l'existence d' « *accords nucléaires bilatéraux* » secrets, en vertu de quoi une partie de ces armes peut être utilisée par les forces armées des pays hôtes une fois que les USA en ont décidé l'emploi. Mais, rappelle-t-on dans le rapport, les partisans du contrôle des armements soutiennent que « *l'OTAN a la responsabilité de mettre fin à une telle pratique de partage nucléaire* », car elle viole le Traité de non-prolifération : celui-ci interdit aux Etats en possession d'armes nucléaires de les transférer à d'autres (Art. 1) et aux Etats non nucléaires de les recevoir de qui que ce soit (Art. 2). Entre l'option de garder les armes nucléaires états-uniennes en Europe telles qu'elles sont et celle de les retirer complètement, il y a des propositions intermédiaires. La plus accréditée, selon le rapport, est celle de l'Us Air Force, de « *regrouper les armes nucléaires dans moins de localités géographiques* ». Selon la plus grande partie des experts, « *les localités les plus probables pour cette relocalisation sont les bases sous contrôle états-unien d'Aviano, en Italie (région Frioul Vénétie Julie) et Incirlik en Turquie* ». Il est significatif, relève le rapport, que, à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN en avril 2010, la question des armes nucléaires états-uniennes en Europe ait été soulevée par l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, alors que l'Italie et la Turquie sont restées silencieuses. Ceci laisse supposer que le gouvernement italien ait déjà donné son accord au plan de ramener les armes nucléaires USA d'Allemagne, de Belgique et des Pays-Bas pour les rassembler à Aviano, où seraient aussi transférées celles de Ghedi-Torre.

A Aviano, est stationné le 31ème Fighter Wing, composé de deux escadrilles de chasseurs-bombardiers F-16 : le 510ème Fighter Squadron et le 555ème Fighter Squadron. Sa mission est de « *fournir une puissance de combat d'un pôle à l'autre du globe pour poursuivre les objectifs des USA et de l'OTAN* ». Puissance nucléaire aussi, comme la montre l'emblème du 510 ème Fighter Squadron où, à côté de l'aigle impérial, figure le symbole de l'atome avec trois éclairs qui frappent la terre.

[1] « [Speech dealing with nuclear issues](#) », by Barack Obama, *Voltaire Network*, 5 avril 2009.

[2] *Les Armes nucléaires non stratégiques des Etats-Unis en Europe, un débat fondamental pour l'OTAN*, rapport présenté par Raymond Knops

Manlio Dinucci

Traduction [Marie-Ange Patrizio](#)

Source [Il Manifesto \(Italie\)](#)

29-10

Il manifesto,

28 octobre 2010.

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20101028/pagina/03/pezzo/289968/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.voltairenet.org/article167438.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19